

Les Français et la désindustrialisation

Jérôme Fourquet*

* *Directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise », Ifop*

La réindustrialisation sera l'un des thèmes centraux de l'élection présidentielle. Certes, les enquêtes d'opinion placent sans surprise l'emploi, l'éducation et la santé en tête des priorités des Français mais ce thème fait son chemin. Quand on observe le programme des différents candidats, on constate que la question de la réindustrialisation du pays y figure en très bonne place. C'est le cas par exemple dans le projet du Parti socialiste. C'est aussi le cas de François Bayrou qui résume le sien par le triptyque « Instruire-Produire-Construire ». Le leader du MoDem, qui mit dès 2007 l'accent sur la problématique de la dette, n'a pas abandonné ce combat mais il a affiné son diagnostic et insiste désormais sur la perte de compétitivité et sur le déficit commercial, sources selon lui du déficit structurel de nos finances publiques. Face à ce constat, il appelle à une reconquête des filières industrielles qui ont été complètement abandonnées et à un impératif de réindustrialisation du territoire national. Gageons qu'il ne sera pas le seul sur ce thème et que Nicolas Sarkozy, le « candidat des usines » de 2007, enfilera bientôt de nouveau son bleu de travail de campagne. François Fillon a en effet promis avant l'été 2011 aux patrons de PME/PMI que la réindustrialisation serait au cœur de l'échéance présidentielle quand, de son côté, François Hollande constate que « la désindustrialisation n'est plus une menace, c'est un fait accompli » dans son livre intitulé *Le rêve français*.¹

La montée en puissance de ce thème dans le débat politique correspond à une prise de conscience collective et rencontre un écho certain dans le pays. Le livre d'Arnaud

1. François Hollande, *Le rêve français, discours et entretiens (2009-2011)*, Privat, 2011.



Les Français et la désindustrialisation

Montebourg, consacré à la démondialisation mais faisant la part belle à la nécessaire réindustrialisation du pays, s'est déjà vendu à plus de 40 000 exemplaires, soit un chiffre très au dessus des tirages habituellement observés pour des ouvrages écrits par des personnalités politiques.² Ce succès de librairie a d'ailleurs été confirmé par le score élevé obtenu par le président du Conseil général de Saône-et-Loire au premier tour de la primaire socialiste.

LA DÉSINDUSTRIALISATION : SYMBOLE DU DÉCLIN FRANÇAIS

Le spectre d'un déclin industriel de la France n'est certes pas nouveau. On se souvient du traumatisme engendré par la « casse » de la sidérurgie lorraine et la fermeture des houillères à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Il y a plus de vingt ans, Jean-Louis Levet écrivait déjà un livre au titre prémonitoire *Une France sans usines ?*³ et, plus récemment, le thème des délocalisations a fait florès avec la montée en puissance de la mondialisation. Toutefois, l'accélération du phénomène de désindustrialisation – 500 000 emplois perdus en dix ans et des filières jusque-là protégées qui, comme l'automobile, sont à leur tour fragilisées – a semble-t-il abouti à une prise de conscience collective. Avec la crise que nous connaissons depuis 2008, l'idée de la vulnérabilité de la France est apparue au grand jour ou en tout cas avec plus de force que par le passé.⁴ Récemment, 61 % de nos compatriotes estimaient que notre pays pourrait connaître la même situation que la Grèce dans les prochains mois ou prochaines années.⁵ Plus révélateur encore, une enquête réalisée en début d'année dans dix pays indiquait que c'étaient les Français qui étaient les plus nombreux à penser que leur pays était mal placé dans la compétition économique mondiale.⁶

2. Arnaud Montebourg, *Votez pour la démondialisation !*, Flammarion, 2011.

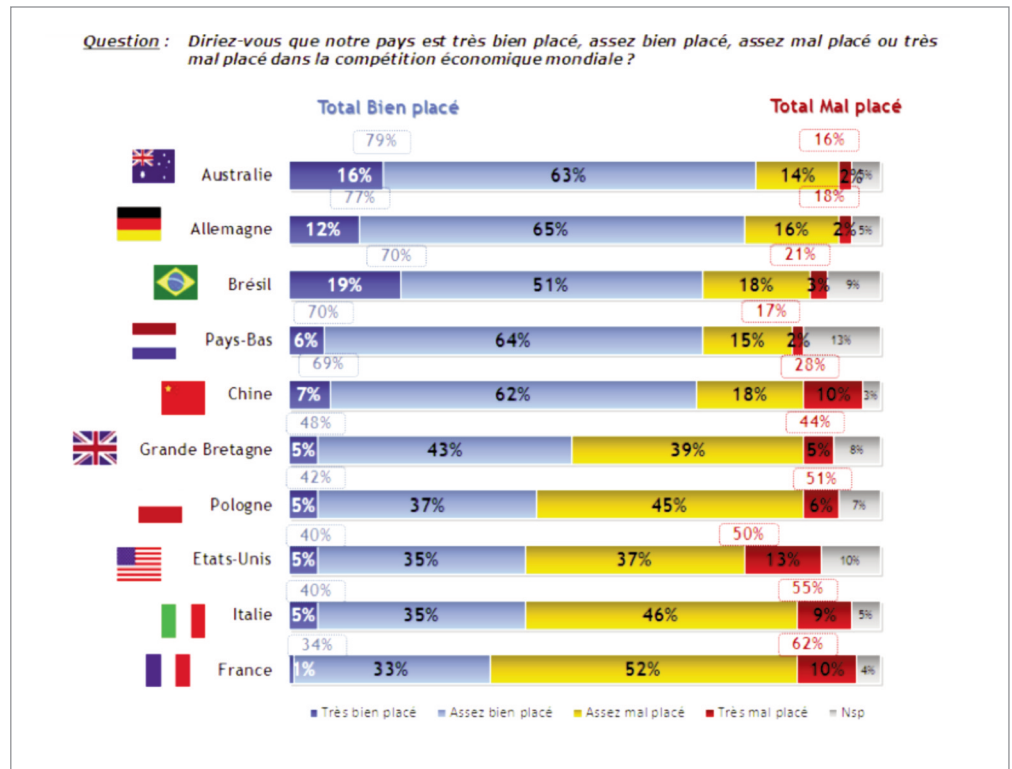
3. Jean-Louis Levet, *Une France sans usines ?*, Economica, 1988.

4. A ce propos, Gilles Leblanc, chercheur au CERNA (Mines Paristech) déclarait ainsi dans *Enjeux-Les Echos* d'octobre 2011 : « on vivait depuis 2000 sans vraiment voir les problèmes de compétitivité. La crise les a propulsés au devant de la scène ».

5. Sondage Ifop pour le MPF réalisé par internet du 22 au 27 juin 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1006 personnes.

6. Sondage Ifop pour *La Croix* réalisé par internet du 8 au 23 décembre 2010 auprès de dix échantillons nationaux représentatifs de 600 personnes dans dix pays.

Les Français et la désindustrialisation



Comme on peut le voir dans le graphique ci-dessus, l'écart avec la perception des Allemands est saisissant. Dans ce contexte, la désindustrialisation apparaît comme le symptôme et la cause du déclin français. Les délocalisations et les fermetures de sites qui se succèdent sont perçues comme une perte de substance, une saignée de nos forces vives qui mènerait progressivement à une France exsangue et reléguée dans les profondeurs du classement économique mondial. Ces images reviennent souvent dans les propos des personnes interrogées par l'Ifop qui se désolent et s'inquiètent que « *les usines partent à l'étranger* » et que « *la France se transforme peu à peu en musée pour touristes étrangers* ». Ce constat d'une désindustrialisation est massivement partagé et ne concerne pas, loin s'en faut, que les habitants des régions les plus sinistrées. 82 % des Français déclaraient ainsi très récemment que « *l'industrie a beaucoup décliné en France ces dernières années* » et seuls 49 % estiment que « *notre pays reste une grande puissance industrielle* ». ⁷

7. Sondage Ifop pour *L'Usine Nouvelle* réalisé par internet du 11 au 13 octobre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 931 personnes.



Les Français et la désindustrialisation

Or aux yeux des Français, l'industrie n'est pas un secteur comme un autre. Elle constitue et symbolise la puissance économique (voire la puissance tout court) d'un pays. D'ailleurs, on parle souvent de « pays industrialisés » pour désigner les pays les plus développés. Parce qu'elle pourvoie de nombreux emplois, fait vivre des territoires mais aussi parce qu'elle est perçue comme le secteur économique investissant le plus dans la recherche et l'innovation (par 50 % des personnes interrogées loin devant les services ou le bâtiment-travaux publics cités seulement par 13 %), l'industrie jouit d'un statut particulier dans l'opinion. A tel point que c'est l'industrie (35 %) qui selon les Français devrait être le secteur que les pouvoirs publics devraient aider en priorité devant l'agriculture (28 %), les services (17 %) et le bâtiment (12 %⁸). L'impératif de réindustrialisation assigné par nos concitoyens aux décideurs politiques ressort également d'une autre enquête qui indique que pour 88 % des personnes interrogées « *la réindustrialisation de la France doit être une des principales priorités dans les prochaines années* ».⁹

En se déplaçant régulièrement dans les usines et en multipliant les annonces de plans d'aide à différentes filières, Nicolas Sarkozy a bien perçu, et depuis longtemps, la puissante symbolique politique associée à l'industrie. *A contrario*, son incapacité à tenir la promesse faite solennellement aux ouvriers de Gandrange de maintenir l'activité de ce site a marqué l'opinion, un peu à la manière de la phrase malheureuse de Lionel Jospin « L'Etat ne peut pas tout », prononcée elle aussi dans le cadre d'un dossier industriel. Ces deux prises de position laissèrent des traces dans le sens où elles ont illustré l'impuissance publique et le renoncement au volontarisme politique, de surcroît sur des sujets industriels, hautement sensibles on l'a vu.

QUELLES RÉACTIONS DE L'OPINION AUX POLITIQUES DE SOUTIEN À L'INDUSTRIE ?

Si un consensus existe aujourd'hui dans la société pour faire de la réindustrialisation une priorité nationale et que cette demande a été entendue par les principaux

8. Sondage Ifop pour *L'Usine Nouvelle* réalisé par internet du 16 au 18 novembre 2010 auprès d'un échantillon national représentatif de 940 personnes.

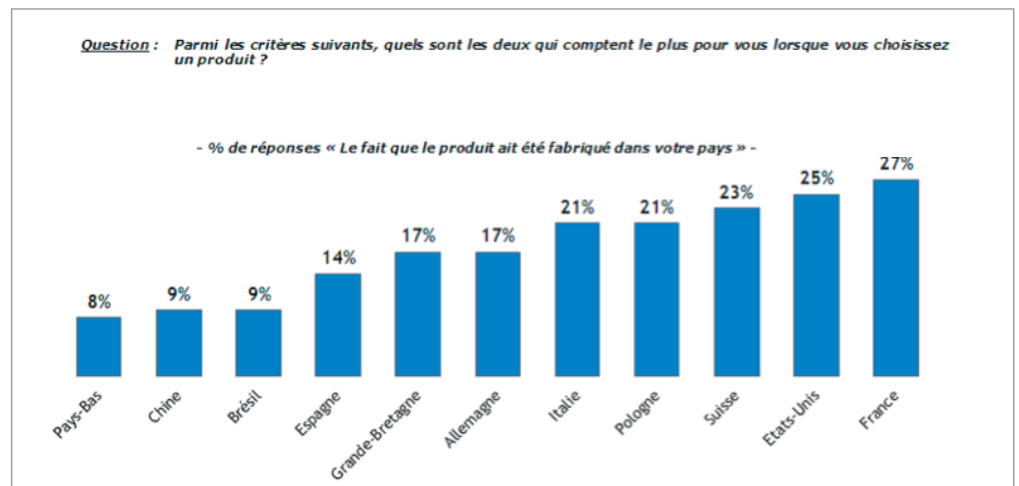
9. Sondage Ifop pour *L'Usine Nouvelle* réalisé par internet du 11 au 13 octobre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 931 personnes.

Les Français et la désindustrialisation

protagonistes de la prochaine élection présidentielle, comment l'opinion publique se positionne-t-elle face aux différentes propositions actuellement avancées pour contribuer à réindustrialiser la France ? Trois pistes de nature différente sont régulièrement débattues : la valorisation du *made in France* via une sensibilisation accrue du public et le développement d'un label, la mise en place d'un protectionnisme européen ou national et enfin la création de la TVA sociale.

La valorisation du made in France

Chercher à mesurer l'efficacité potentielle de la première piste nécessite qu'on évalue le degré de patriotisme économique de nos concitoyens, sentiment auquel s'adresseraient la promotion et la valorisation systématique du *made in France*. Des enquêtes nous donnent deux points de comparaison qui permettent de situer le degré de sensibilité au patriotisme économique. Premier constat, c'est en France que l'attention à l'origine nationale d'un produit est la plus significative chez le consommateur.¹⁰

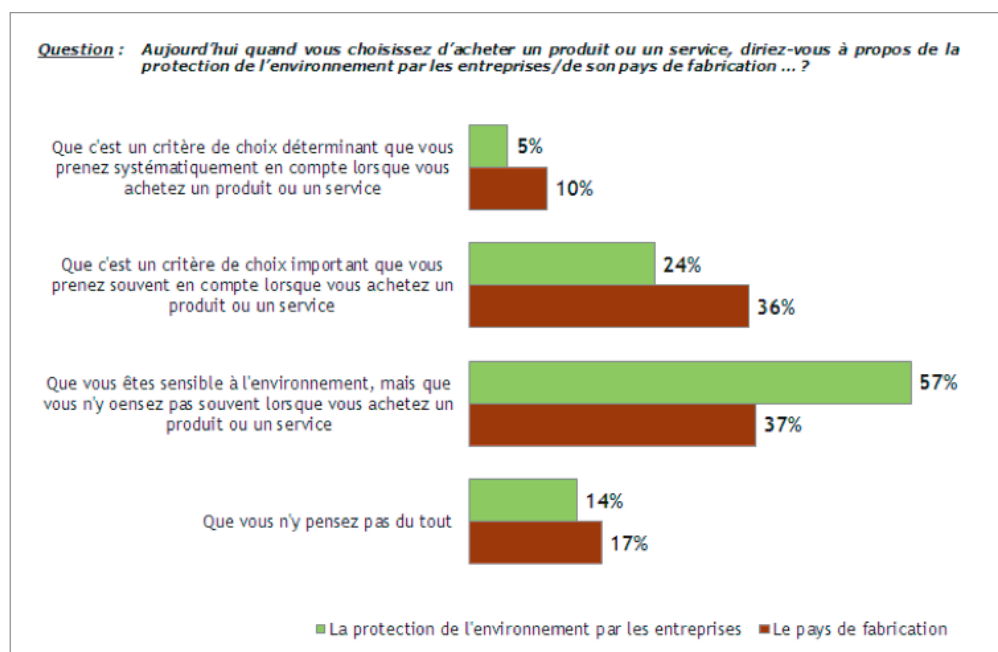


Ceci constitue déjà un élément encourageant pour les tenants d'une politique de promotion du *made in France*, élément renforcé par un second niveau de comparaison. Alors que le développement durable et la protection de l'environnement se sont imposés en force depuis quelques années dans le discours et les

10. Sondage Ifop pour *La Lettre de l'Opinion* réalisé par internet du 2 au 17 avril 2010 auprès d'échantillons nationaux représentatifs de 600 personnes dans onze pays.

Les Français et la désindustrialisation

publicités des entreprises, il apparaît que l'attention à l'origine du pays où est fabriqué le produit est actuellement plus développée chez les consommateurs français que le comportement éco-citoyen¹¹ sur lequel, encore une fois, de très nombreuses stratégies marketing et de communication ont pourtant été bâties.



Ces deux résultats montrent donc que la mise en avant et la promotion du *made in France* peuvent rencontrer un écho dans la population. 92 % des Français considèrent en effet comme « important » (et 47 % « très important ») « le fait qu'une entreprise indique à ses consommateurs que ses produits aient été fabriqués en France, par la mise en place d'un label "Origine France Garantie" plus strict que le simple : made in France » et 94 % sont d'accord (dont 56 % tout à fait d'accord) avec l'idée que « le fait qu'un produit soit fabriqué en France implique que par son achat on soutient l'industrie française et le marché de l'emploi en France ». ¹² Néanmoins, pour prometteur qu'il soit, ce levier ne doit pas être surestimé. Il ne pourra pas à lui seul constituer l'axe majeur d'une politique publique de réindustrialisation dans la mesure où, d'une part, seule une frange minoritaire de la population y est aujourd'hui sensible (et se concentrant de surcroît assez spécifiquement sur les tranches d'âge

11. Sondage Ifop pour l'association Le Cèdre, réalisé par internet du 4 au 6 octobre 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1004 personnes.

12. Sondage Ifop pour l'association Le Cèdre.



Les Français et la désindustrialisation

les plus élevées) et où, d'autre part, c'est d'abord et toujours sur le prix des produits que s'opèrent très massivement les choix et arbitrages des consommateurs français.

La mise en place de mesures protectionnistes

Le protectionnisme constitue une autre option qui est également préconisée par certains tenants de la réindustrialisation de notre pays. Cette option, beaucoup plus lourde de conséquences et plus difficile à mettre en place, est combattue avec force par de nombreux décideurs économiques et politiques. Pour autant, les Français, quand ils sont interrogés dans les sondages, ne sont pas défavorables à cette mesure, bien au contraire. 65 % d'entre eux seraient en effet favorables à ce que l'on augmente les taxes sur les produits importés en provenance de pays comme la Chine et l'Inde.¹³ Cette demande transcende les clivages politiques puisque 71 % des sympathisants socialistes et 75 % de ceux de l'UMP adhèreraient à cette mesure. Consciente de la nature des rapports de force géopolitiques, une très large majorité de Français (80 %) envisagerait cette hausse des tarifs douaniers aux frontières de l'Europe contre 20 % qui les souhaiteraient d'emblée aux frontières de la France. Et si les détracteurs du protectionnisme mettent en avant le caractère irréaliste de ces solutions, ne serait-ce que parce que nos partenaires européens y seraient opposés, l'étude montre que les opinions publiques des autres grands pays de la zone euro sont sur la même ligne. 67 % des Italiens, 61 % des Allemands et 60 % des Espagnols sont favorables à une hausse des tarifs douaniers en provenance des pays à bas coût de main-d'œuvre.

Cette orientation protectionniste trouve son origine dans une vision très négative du libre-échange. 57 % de nos concitoyens estiment en effet « *qu'en matière économique, l'ouverture importante des frontières de la France et de l'Europe aux marchandises des pays comme la Chine ou l'Inde et l'ouverture de ces pays aux produits français est une mauvaise chose* » pour la France et à 72 % également une mauvaise chose pour les salariés français. A tort ou a raison, un lien est donc clairement établi par une

13. Sondage Ifop pour l'association Manifeste pour un débat sur le libre-échange réalisé par internet du 17 au 19 mai 2011 auprès d'un échantillon national représentatif de 1012 personnes résidant en France et du 22 au 27 juin 2011 auprès d'échantillons nationaux représentatifs de 600 personnes en Allemagne, Espagne, Italie et Grande-Bretagne.



Les Français et la désindustrialisation

majorité de Français entre l'ouverture des frontières et la destruction d'emplois notamment dans le secteur industriel. *A contrario*, une augmentation des droits de douane perçus aux frontières de la France ou de l'Europe sur les produits importés de pays tels que la Chine ou l'Inde aurait des conséquences positives sur l'activité des entreprises industrielles françaises pour 57 % des personnes interrogées contre seulement 20 % qui y verraient un impact négatif et 10 % aucun impact¹⁴.

La création de la TVA sociale

Afin de réarmer industriellement notre pays et de renforcer la compétitivité de nos entreprises, une autre piste est régulièrement évoquée dans le débat politique : il s'agit de la mise en place de la TVA sociale ou anti-délocalisation. Si cette idée serait moins compliquée à vendre à nos partenaires économiques que la hausse des droits de douane, elle se heurterait aujourd'hui à une forte hostilité dans l'opinion publique française. Ainsi présentée – « *Dans le but de favoriser l'emploi et de limiter les délocalisations, certaines personnalités proposent de mettre en place une TVA sociale, qui consisterait à ce que l'Etat baisse les charges sur les salaires pesant sur les entreprises, et ceci en contrepartie d'une augmentation de la TVA sur l'ensemble de la consommation des ménages français* » –, la TVA sociale ne serait aujourd'hui acceptée que par 36 % de la population¹⁵. Seuls les 65 ans et plus (52 %) et les sympathisants de l'UMP (51 %) y seraient majoritairement favorables. Si cette mesure visant à faire payer une partie du coût de notre protection sociale par les importations et à diminuer le coût du travail en France peut sembler intellectuellement séduisante, elle ne passe pas dans l'opinion publique, très sensible à la question du pouvoir d'achat et aux yeux de laquelle la TVA, « impôt injuste », n'a jamais eu bonne presse. Cette aversion à toute hausse de la TVA est illustrée par le fait que l'opposition à la TVA sociale est restée stable entre mars 2007 (67 %) et octobre 2011 (64 %) alors même que ce concept a commencé à être vulgarisé durant cette période, période pourtant également marquée par une prise de conscience de « l'urgence industrielle ».

14. Sondage Ifop pour l'association Manifeste pour un débat sur le libre-échange.

15. Sondage Ifop pour *L'Usine Nouvelle*.



Les Français et la désindustrialisation

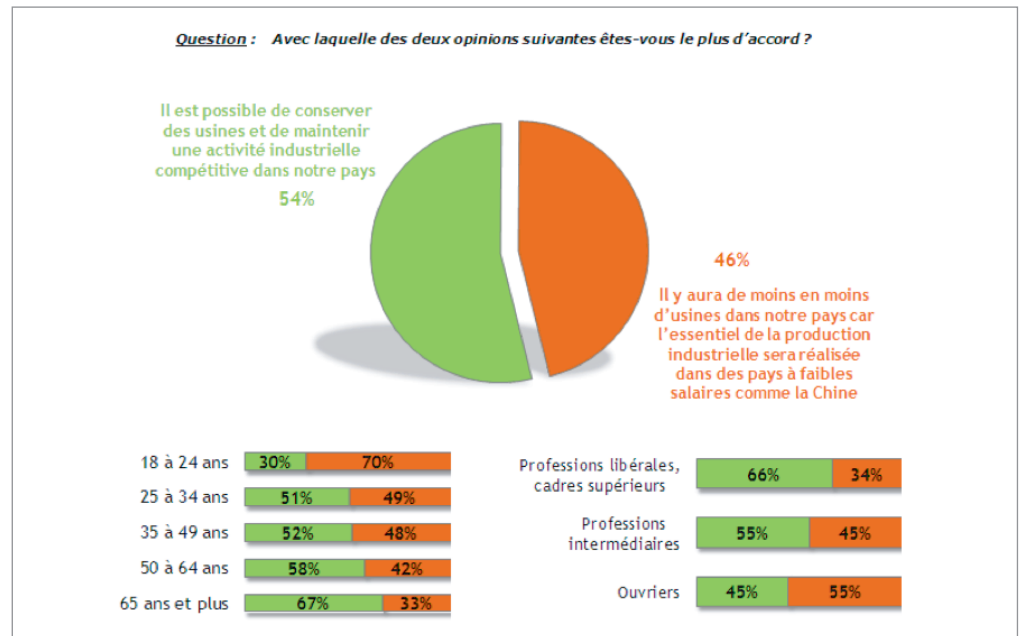
Il est intéressant de constater que la façon de présenter les choses et l'approche qui est retenue comptent beaucoup. En effet, la hausse des droits de douane sur les produits importés se traduirait *in fine* par une hausse du prix payé par le consommateur français tout comme avec la TVA sociale, sauf que cette proposition est massivement rejetée quand les mesures protectionnistes recueilleraient l'assentiment d'une majorité de nos concitoyens. L'hostilité à la TVA anti-délocalisation provient également en partie du fait que l'idée d'une perte de compétitivité de la France, liée à un coût du travail trop important, n'est pas très majoritairement établie dans notre pays. Ainsi, à la question : « *diriez-vous qu'au cours des dix dernières années, la France a fait beaucoup, assez, peu ou pas du tout d'effort pour rester compétitive dans la mondialisation (limitation des hausses de salaires, réduction des aides sociales, assouplissement du droit du travail)* », 48 % de nos compatriotes répondaient oui en décembre dernier.¹⁶ Ce chiffre est certes nettement inférieur à celui mesuré dans la même enquête en Allemagne (59 %), pays ayant beaucoup œuvré pour améliorer sa compétitivité, mais il indique néanmoins que pour près d'un Français sur deux, des efforts de compétitivité ont déjà été accomplis ces dernières années, d'où, logiquement, une faible propension à accepter de nouveaux sacrifices.¹⁷

On le voit, les pistes aujourd'hui proposées pour favoriser une réindustrialisation du pays suscitent des réactions assez contrastées. De la même façon, si un très large consensus se fait jour pour faire de cet objectif une priorité, les Français apparaissent assez partagés quant à la possibilité de continuer de produire en France, comme le montrent les graphiques suivants.

16. Sondage Ifop réalisé par internet pour la Fondation Jean-Jaurès et la Friedrich Ebert Stiftung du 3 au 9 décembre 2010 auprès de deux échantillons nationaux représentatifs de 800 personnes.

17. Alors que les indicateurs objectifs indiquent bien de leur côté un décrochage de la France. Le coût horaire de la main d'œuvre-dans l'industrie s'est accru de 38 % en France depuis 2000, contre 17 % en Allemagne. De 1998 à 2008, la France a perdu près de quatre points de parts de marché dans les exportations de marchandises à l'intérieur de la zone euro. Les exportations françaises, qui représentaient 55 % de celles de l'Allemagne en 1999, sont aujourd'hui inférieures à 40 %.

Les Français et la désindustrialisation



Certes une courte majorité (54 %) estime qu'il est possible de conserver des usines et de maintenir une activité industrielle compétitive dans notre pays. Mais une forte minorité de la population (46 %) juge qu'« il y aura de moins en moins d'usines dans notre pays car l'essentiel de la production industrielle sera réalisée dans les pays à faibles salaires comme la Chine ». Cette vision pessimiste est plus prégnante chez les femmes (50 %) que chez les hommes (42 %) mais également parmi les jeunes générations (qui n'ont connu qu'un pays en voie de désindustrialisation) et surtout auprès des ouvriers. Principales victimes des délocalisations et des suppressions d'effectifs sur les sites de production, cette catégorie adopte majoritairement (55 %) une lecture résignée quand les professions intermédiaires et surtout les cadres supérieurs, moins exposés, croient majoritairement dans la possibilité d'un avenir pour les filières industrielles dans notre pays. On notera également que c'est auprès des sympathisants du Front national que l'idée d'un déclin inéluctable de l'activité industrielle en France est la plus répandue (62 %).

CONCLUSION

On le voit, si le thème de la réindustrialisation de la France suscite doutes et scepticisme, les attentes sont parallèlement très fortes et les Français en font une

Les Français et la
désindustrialisation

question éminemment politique. Les propositions avancées par les uns et les autres, actuellement diversement reçues dans l'opinion, seront donc au cœur de la campagne électorale et constitueront autant de marqueurs de la crédibilité et du volontarisme économique des différents candidats. La place privilégiée accordée aujourd'hui à cette question de la réindustrialisation procède, certes, d'une prise de conscience collective qui s'est produite ces dernières années, mais elle pourrait encore être renforcée dans les prochains mois. La désindustrialisation du pays et l'accélération des délocalisations constituent en effet avec 48 % de citations la seconde conséquence de la crise financière et économique actuelle la plus crainte, derrière certes l'enlisement dans une longue période de récession (57 %), mais devant l'incapacité du pays à rembourser ses dettes (39 %) ou la perte de la fameuse note AAA qui permet d'emprunter sur les marchés (18 %).¹⁸ Alors que ce sont d'abord et avant tout sur ces sujets financiers que médias et responsables politiques concentrent actuellement leurs propos, nos concitoyens, quant à eux, se montrent plus préoccupés par l'accélération du processus de désindustrialisation engendrée par la crise que nous connaissons.

18. Sondage Ifop pour *Le Journal du Dimanche* réalisé par internet du 20 au 21 octobre auprès d'un échantillon national représentatif de 1005 personnes.